

DU MÊME AUTEUR CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur, traduit de l'anglais (États-Unis) par Michel Darteville et Marc Saint-Upéry, 1997 (rééd. « Poche/Sciences humaines et sociales », 2000).

Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900). Aux origines du sous-développement, traduit de l'anglais (États-Unis) par Marc Saint-Upéry, 2003 (rééd. « Poche/Sciences humaines et sociales », 2006).

MIKE DAVIS

Le pire des mondes possibles

De l'explosion urbaine au bidonville global

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jacques Mathos

Ouvrage traduit avec le concours
du Centre national du livre



La Découverte
9 bis, rue Abel-Hovellacque
75013 Paris

population générale⁵³. Le déficit annuel estimé en logements légaux de Bombay (45 000) génère un accroissement correspondant du nombre de logements informels dans les bidonvilles⁵⁴. On estime que, sur les 500 000 migrants qui arrivent chaque année à Delhi, au moins 400 000 échouent dans un bidonville ; en 2015, la capitale indienne compte plus de 10 millions d'habitants dans les bidonvilles. « Si cette tendance se poursuit sans faiblir, prévient Gautam Chatterjee, expert en planification, les villes vont disparaître et nous n'aurons plus que des bidonvilles⁵⁵. »

La situation est évidemment encore plus extrême en Afrique. Les bidonvilles y croissent deux fois plus rapidement que les villes, pourtant elles-mêmes en pleine explosion démographique. De fait, c'est au taux ahurissant de 85 % que la croissance démographique kenyane entre 1989 et 1999 a été absorbée par les bidonvilles féériques et surpeuplés de Nairobi et Mombasa⁵⁶. Pendant ce temps, tout espoir réaliste d'une réduction de la pauvreté urbaine en Afrique a progressivement disparu de l'horizon officiel. Au sommet conjoint annuel du FMI et de la Banque mondiale d'octobre 2004, Gordon Brown, ministre des Finances du Royaume-Uni et dauphin putatif de Tony Blair, souligna que les Objectifs du Millénaire pour le développement, fixés par l'ONU pour l'Afrique, et dont l'accomplissement était planifié pour 2015, ne seraient pas réalisés avant des générations : « L'Afrique subsaharienne ne réalisera pas l'éducation primaire universelle avant 2130, la réduction de 50 % de la pauvreté avant 2150 et l'éradication de la mortalité infantile évitable avant 2165⁵⁷. » En 2015, l'Afrique noire comptera 332 millions d'habitants dans les bidonvilles, et ce chiffre continuera à doubler tous les quinze ans⁵⁸.

Ainsi, loin des structures de verre et d'acier imaginées par des générations passées d'urbanistes, les villes du futur sont au contraire pour l'essentiel faites de brique brute, de paille, de plastique recyclé, de parpaings, de tôle ondulée et de bois de récupération. En lieu et place des cités de verre s'élevant vers le ciel, une bonne partie du monde urbain du *xxi*^e siècle vit de façon sordide dans la pollution, les excréments et la décomposition. De fait, le milliard d'urbains qui vivent dans les bidonvilles postmodernes pourraient à juste titre envier le sort des habitants des solides maisons de torchis de Catal Hüyük, en Anatolie, construites aux toutes premières heures de l'aube de la vie urbaine. Il y a 9 000 ans.

2

La prédominance des bidonvilles

« Il laissait son esprit vagabonder, le regard fixé sur la ville, moitié bidonville, moitié paradis. Comment un lieu pouvait-il être si laid, si violent et si splendide à la fois ? »

Chris ABANI¹

L'ahurissante prédominance des bidonvilles constitue le sujet principal de *The Challenge of Slums* (« Le défi des bidonvilles »), rapport historique et sombre publié en octobre 2003 par le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). Ce premier audit authentiquement mondial de la pauvreté urbaine, qui se place dans l'illustre lignée de Friedrich Engels, Henry Mayhew, Charles Booth et Jacob Riis, parachève deux siècles de reconnaissance scientifique de la vie en bidonville que James Whitelaw inaugura en 1805 en publiant *Survey of the Poverty in Dublin*. Il constitue également le pendant empirique tant attendu aux avertissements de la Banque mondiale qui, dans les années 1990, prédisait que la pauvreté urbaine deviendrait « le problème le plus important et le plus politiquement explosif du siècle prochain² ».

Œuvre collective regroupant les travaux de plus de cent chercheurs, *The Challenge of Slums* prend en compte trois nouvelles sources

d'analyse et de données. Premièrement, il se fonde sur des études de cas synoptiques de la pauvreté, des conditions de vie dans les bidonvilles et des politiques du logement dans trente-quatre métropoles, d'Abidjan à Sydney ; ce projet fut coordonné pour le compte d'ONU-Habitat par l'Unité de planification du développement du University College de Londres³. Deuxièmement, il utilise une banque de données comparative sans égale comprenant 237 villes, créée par le Programme des indicateurs urbains d'ONU-Habitat pour le sommet d'« Istanbul + 5 » sur le développement urbain⁴. Troisièmement, il intègre des données mondiales particulièrement nouvelles sur le logement en ce qu'elles incluent la Chine et l'ancien bloc soviétique. Les auteurs des Nations unies reconnaissent une dette particulière envers Branko Milanovic, l'économiste de la Banque mondiale qui fut l'un des premiers à lancer ces études comme un puissant microscope pour analyser les inégalités mondiales. (Dans l'un de ses articles, Milanovic explique : « Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité des chercheurs disposent de données raisonnablement exactes sur la distribution du revenu ou de la richesse [dépendances ou consommation] concernant plus de 90 % de la population mondiale⁵. ») Si les rapports du Panel Intergouvernemental sur le changement climatique marquent un consensus scientifique sans précédent sur les dangers du réchauffement planétaire, *The Challenge of Slums* constitue un avertissement tout aussi sérieux sur la catastrophe mondiale de la pauvreté urbaine.

Mais qu'est-ce qu'un « bidonville » ? La première définition écrite du terme anglais « *slum* » paraît, dit-on, en 1812 sous la plume de l'écrivain et hors-la-loi James Hardy Vaux, dans son *Vocabulary of the Flash Language*, où il est présenté comme synonyme de « racket » ou « commerce criminel⁶ ». Mais dès les années de choléra des décennies 1830 et 1840, les pauvres vivent dans les *slums* bien plus qu'ils n'en vivent. On crédite souvent le cardinal Wiseman d'avoir fait passer, dans ses écrits sur la réforme urbaine, le mot « *slum* » (« pièce dans laquelle on se livre à des activités louches ») du registre de l'argot des rues à celui des écrivains bien polisés⁷. Au milieu du siècle, on identifie des bidonvilles en France, en Amérique et en Inde, et on reconnaît en général qu'ils constituent un phénomène international. Connaisseurs et esprits fins débattaient pour déterminer dans quel bidonville la dégradation humaine a atteint son pire degré⁸ :

24

Whitechapel ou à La Chapelle, aux Gorbais ou aux Liberties, à Pig Alley ou dans Mulberry Bend ? Dans une étude de 1895 sur les « pauvres dans les grandes villes », *Scribner's Magazine* élut les fondateurs de Naples « logements humains les plus abominables de toute la planète », mais Gorki était certain que l'infâme quartier Khitrov de Moscou était en fait « le fond du fond », tandis que Kipling s'en gaussait et emmenait ses lecteurs « au fin fond de Lévier [...] au dernier cercle de l'enfer », à Coloortolah, « le plus vil de tous les cloaques », à Calcutta, la « cité de l'épouvantable nuit⁹ ».

Ces bidonvilles classiques étaient des lieux notoirement singuliers et pittoresques, mais les réformistes s'accordaient en général avec Charles Booth — le D^r Livingstone du Londres des exclus — pour dire que tous se caractérisaient par un amalgame de conditions de logement sordides, de surpeuplement, de maladie, de pauvreté et de vice. La dimension morale était bien sûr décisive pour les libéraux du XIX^e siècle, et le bidonville était vu d'abord et avant tout comme un lieu où un « résidu » social bestial et inamendable pourrissait dans un flamboient immoral et souvent violent ; de fait, une littérature considérable titillait alors les classes moyennes victoriennes avec des contes sordides sur la face cachée de la ville. « Des sauvages, clame le révérend Chapin dans *Humanity in the City* (1854), non pas dans de lugubres forêts, mais sous les lumières des lampadaires, et sous les yeux des policiers ; avec des masses et des cris de guerre fort semblables, et des vêtements aussi extravagants et des âmes aussi brutales que n'importe lequel de leurs semblables des amphipodes⁹ » Quarante ans plus tard, dans la première étude « scientifique » de la vie dans les taudis américains (*The Slums of Baltimore, Chicago, New York and Philadelphia*, 1894), le nouveau département du Travail des États-Unis définit encore le *slum* comme « une zone de ruelles sales, notamment lorsqu'elle est habitée par une population de misérables et de criminels¹⁰ ».

Un recensement mondial des bidonvilles

Les auteurs de *The Challenge of Slums* rejettent ces calomnies victoriennes mais conservent la définition classique du bidonville, avec ses caractéristiques de surpeuplement, de logements informels ou de

25

piètre qualité, d'accès insuffisant à de l'eau saine, de manque d'hygiène, et d'insécurité quant à la conservation de la jouissance du domicile. Cette définition opératoire, officiellement adoptée au sommet des Nations unies de Nairobi d'octobre 2002, « s'en tient aux caractéristiques physiques et légales de l'implantation », et étudie les « dimensions sociales » plus difficiles à mesurer, même si elle implique dans la grande majorité des cas une marginalité économique et sociale¹¹. Incluant les bidonvilles périurbains et les taudis des centres-villes, cette approche pluridimensionnelle crée en pratique un étalon très conservateur de ce que l'on peut considérer comme appartenant à la catégorie « bidonville » : de nombreux lecteurs seront surpris par les statistiques contre-intuitives de l'ONU selon lesquelles seuls 19,6 % des Mexicains urbains vivent dans des bidonvilles (les experts locaux s'accordent généralement à dire que près des deux tiers des Mexicains vivent dans des *colonias populares* ou dans des logements plus anciens). Même en utilisant cette définition restrictive, les chercheurs de l'ONU estiment que l'on dénombrait au moins 921 millions d'habitants en bidonville en 2001, et plus d'un milliard en 2005 : soit presque autant que la population mondiale totale lorsque le jeune Engels s'aventura pour la première fois dans les coupe-gorge de St. Gilles et de la vieille ville de Manchester en 1844¹².

De fait, depuis les années 1970, le capitalisme néolibéral a multiplié de façon exponentielle les zones de taudis infâmes comme celle de Tom-all-Alone's dans *La Maison d'Àpre-Vent* de Dickens. Leurs résidents ne représentent que 6 % de la population urbaine des pays développés, mais, proportion aburrissante, 78,2 % des urbains des pays les moins développés — c'est-à-dire un bon tiers de la population urbaine mondiale.

D'après l'ONU-Habitat, les plus forts pourcentages d'habitants en bidonville se trouvent en Éthiopie (avec un taux stupéfiant de 99,4 % de la population urbaine), au Tchad (également 99,4 %), en Afghanistan (98,5 %) et au Népal (92 %). Avec de 10 à 12 millions de squatters ou de personnes résidant dans des taudis, Bombay est la capitale mondiale du bidonville, suivie par Mexico et Dacca (de 9 à 10 millions chacune), puis Lagos, Le Caire, Karachi, Kinshasa, São Paulo, Shanghai et Delhi (de 6 à 8 millions chacune)¹³.

TABLEAU 5. — Les plus importantes populations vivant en bidonville par pays¹⁴

	Part de la population urbaine vivant en bidonville (en %)	Population des bidonvilles (en millions)
Chine	37,8	193,8
Inde	55,5	158,4
Brsil	36,6	51,7
Nigeria	79,2	41,6
Pakistan	73,6	35,6
Bangladesh	84,7	30,4
Indonésie	23,1	20,9
Iran	44,2	20,4
Philippines	44,4	20,1
Turquie	42,6	19,1
Mexique	19,6	14,7
Corée du Sud	37,0	14,2
Pérou	68,1	13,0
État-Unis	5,8	12,8
Égypte	39,9	11,8
Argentine	33,1	11,0
Tanzanie	92,1	11,0
Éthiopie	99,4	10,2
Soudan	85,7	10,1
Vietnam	47,4	9,2

Les bidonvilles à plus forte croissance se trouvent en Fédération de Russie (notamment dans les anciennes « villes-compagnies soviétiques » dépendant d'une industrie unique aujourd'hui fermée) et dans les anciennes républiques du bloc soviétique, où la défection urbaine a été alimentée au même rythme écoeurant que l'inégalité économique et le désintérêt citoyen. En 1993, le Programme des Indicateurs urbains de l'ONU citait des taux de pauvreté de 80 % et plus aussi bien pour Bakou (Azerbaïdjan) que pour Erevan (Arménie)¹⁵. De même, le centre-ville d'Oulan-Bator de l'ère soviétique, de béton et d'acier, est aujourd'hui entouré d'une mer d'au moins 500 000 anciens éleveurs miséreux vivant dans des tentes appelées « gers », parmi lesquels ceux qui parviennent à manger plus d'une fois par jour sont rares¹⁶.

Mais c'est cependant à Luanda, Maputo, Kinshasa et Cochabamba (Bolivie) que l'on trouve les populations urbaines les plus pauvres, où au moins les deux tiers des résidents gagnent moins que le coût de leur apport nutritionnel quotidien minimal¹⁷. À Luanda, où un quart des ménages a une consommation par personne inférieure à 75 cents par jour, la mortalité infantile (avant cinq ans) atteignait en 1993 le taux horriblant de 320 pour mille — record mondial¹⁸.

Certes, tous les urbains pauvres ne vivent pas dans des bidonvilles, et tous les habitants de bidonvilles ne sont pas pauvres ; de fait, *The Challenge of Slums* montre bien que, dans certaines villes, la majorité des pauvres vit en dehors des bidonvilles *stricto sensu*¹⁹. Bien que ces deux ensembles se recoupent pour l'essentiel, le nombre de pauvres urbains est considérablement plus important : ils constituent au moins la moitié de la population urbaine mondiale selon le critère des seuils de pauvreté nationaux relatifs²⁰. De plus, approximativement un quart des urbains (d'après une étude de 1988) vivent dans un état de pauvreté « absolue » à peine imaginable — et se battent pour survivre avec un dollar ou moins par jour²¹. Si l'on en croit les données de l'ONU, le différentiel de revenu par ménage et par tête entre une ville riche comme Seattle et une ville très pauvre comme Ibadan est de 739 pour 1 — inégalité incroyable²².

Il est en fait difficile de trouver des statistiques précises et fiables, parce que les autorités sous-estiment souvent délibérément, et parfois massivement, le nombre de pauvres et de résidents en bidonville. Ainsi, à la fin des années 1980, le taux de pauvreté officiel de Bangkok n'était que de 5 %, bien que des études eussent constaté que près d'un quart de la population (1,16 million de personnes) vivait dans mille bidonvilles et autres camps de squatters²³. De même, le gouvernement mexicain affirmait dans les années 1990 que seul un urbain sur dix était réellement pauvre, malgré des statistiques incontestables de l'ONU montrant que près de 40 % des urbains vivaient avec moins de 2 dollars par jour²⁴. Les autorités indonésiennes et malaisiennes sont également bien connues pour masquer la pauvreté urbaine dans leurs statistiques. Le chiffre officiel pour Jakarta, où la plupart des chercheurs estiment que les pauvres habitants de *kampung* représentent un quart de la population, est tout simplement invraisemblable : moins de 5 %²⁵. Concernant la Malaisie, le géographe Jonathan Rigg déplore le fait que le seuil de pauvreté officiel « ne pren[ne] pas en compte le coût

plus élevé de la vie urbaine » et sous-estime délibérément le nombre de Chinois pauvres²⁶. Le sociologue urbaniste Erhard Berner juge parallèlement que les estimations de la pauvreté à Manille sont délibérément faussées et qu'au moins un huitième de la population des bidonvilles n'est pas pris en compte par les statistiques officielles²⁷.

Typologie des bidonvilles

Il existe probablement plus de 200 000 bidonvilles sur la planète, comptant de quelques centaines à plus d'un million d'habitants. Les cinq grandes métropoles d'Asie du Sud (Karachi, Bombay, Delhi, Calcutta et Dacca) abritent à elles seules environ 15 000 communautés de bidonvilles distinctes pour une population totale de plus de 20 millions d'êtres humains. Des « mégabidonvilles » voient le jour lorsque des bidonvilles et des communautés de squatters fusionnent pour former des ceintures continues de pauvreté et de logements informels, souvent en périphérie des villes. En 1992, Mexico comptait par exemple une population estimée à 6,6 millions de personnes vivant côte à côte sur 348 km² de logements informels²⁸. De même, la plupart des pauvres de Lima vivent dans trois grands secteurs s'étirant en rayons depuis le centre-ville ; ce genre d'énorme concentration spatiale de pauvreté urbaine se retrouve également en Afrique et au Moyen-Orient. En Asie du Sud, à l'inverse, les pauvres urbains se répartissent généralement dans un plus grand nombre de bidonvilles distincts, plus largement répartis sur l'ensemble du tissu urbain en des motifs d'une complexité quasi fractale. Ainsi, à Calcutta, des milliers de *thika bustees* — neuf groupes de cinq huttes chacun, avec des pièces de 45 m² partagées en moyenne par le chiffre incroyable de 13,4 personnes — s'entremêlent à toute une variété de logements de statuts différents et de types d'usage de la terre différents²⁹. À Dacca, il est probablement plus sensé de considérer les zones de non-bidonvilles comme des enclaves à l'intérieur d'une étouffante matrice de pauvreté extrême.

Bien que certains bidonvilles soient très anciens — Morteo de Providencia, la première *favela* de Rio de Janeiro, fut fondée dans les années 1880 —, la plupart des mégabidonvilles ont commencé à bougeronner dans les années 1960. Ciudad Nezahualcoyotl comptait ainsi à peine

10 000 résidents en 1957 ; aujourd'hui, cette banlieue pauvre de Mexico rassemble 3 millions d'habitants. Le quartier tentaculaire de Manshiet Nasser, en bordure du Caire, fut à l'origine un campement pour les ouvriers du bâtiment travaillant à la construction de Nasser City dans les années 1960, tandis que la création de la vaste colline de bidonvilles d'Orangi/Baldia, à Karachi, avec sa population mélangée de réfugiés musulmans indiens et de Pathans originaires de la frontière afghane, remonte à 1965. Villa El Salvador — l'une des plus grandes *barridas* de Lima — fut fondée en 1971 avec le soutien du gouvernement militaire du Pérou, et comptait, à peine quelques années plus tard, une population de plus de 300 000 habitants.

Partout dans le tiers monde, le choix du logement est un âpre calcul combinant des compromis confus. Pour reprendre la célèbre formule de l'architecte anarchiste John Turner, « le mot "logement" vient d'un verbe ». Les pauvres urbains ont à résoudre une équation complexe dans laquelle ils essaient d'optimiser le coût du logement, la sécurité de leur jouissance des lieux, la qualité de l'abri, leur temps de trajet jusqu'au travail et, parfois, leur sécurité personnelle. Pour certains, dont de nombreuses personnes vivant à la rue, la situation à proximité d'un lieu de travail — par exemple sur un marché d'alimentation ou dans une gare — est encore plus importante que le fait d'avoir un toit. Pour d'autres, la gratuité ou la quasi-gratuité du terrain peut justifier des allers-retours quotidiens épiques entre la périphérie et le centre pour rejoindre leur lieu de travail. Et pour tous, la pire des alternatives est un lieu mauvais, cher et dépourvu de services communs ainsi que de sécurité de jouissance. Dans le célèbre modèle de Turner, fondé sur son travail au Pérou dans les années 1960, les migrants ruraux bougent d'abord de la province vers le centre-ville — où ils se logent à n'importe quel prix — pour trouver un travail ; puis, une fois acquise une certaine sécurité de l'emploi, ils bougent vers la périphérie, où ils peuvent devenir propriétaires. Ce statut de « tête de pont » à celui de « consolider » est, bien sûr, une idéalisation qui pourrait ne refléter qu'une situation historiquement transitoire propre à un continent ou à un pays.³⁵

Dans une analyse plus sophistiquée, l'expert en logement Ahmed Soliman étudie quatre stratégies fondamentales des pauvres du Caire pour être à l'abri. Premièrement, si l'accès aux marchés du travail

TABLEAU 6. — Les plus grands mégabidonvilles (2005)
(en millions d'habitants)

1	Nezal/Chalco/Izta (Mexique) ³⁰	4,0
2	Libertador (Caracas)	2,2
3	El Sur/Ciudad Bolívar (Bogota)	2,0
4	San Juan de Lurigancho (Lima) ³¹	1,5
5	Como Sur (Lima) ³²	1,5
6	Aleguine (Lagos)	1,5
7	Sadr City (Bagdad)	1,5
8	Soweto (Gauteng)	1,5
9	Gaza (Palestine)	1,3
10	Orangi Township (Karachi)	1,2
11	Cape Flats (Le Cap) ³³	1,2
12	Pikine (Dakar)	1,2
13	Imbaboa (Le Caire)	1,0
14	Ezbet el-Hoggana (Le Caire)	1,0
15	Cazenga (Luanda)	0,8
16	Dharavi (Bombay)	0,8
17	Kibera (Nairobi)	0,8
18	El Alto (La Paz)	0,8
19	La Cité des morts (Le Caire)	0,8
20	Suce (Caracas)	0,6
21	Islamsnahr (Téhéran) ³⁴	0,6
22	Tlalpoan (Mexique)	0,6
23	Inonda INK (Durban)	0,5
24	Manshiet Nasser (Le Caire)	0,5
25	Allindag (Ankara)	0,5
26	Mathare (Nairobi)	0,5
27	Aguas Blancas (Call)	0,5
28	Agege (Lagos)	0,5
29	Cité-Soleil (Port-au-Prince)	0,5
30	Mashua (Kinshasa)	0,5

Source : tableau élaboré à partir de plusieurs dizaines de sources différentes, en choisissant toujours les valeurs médianes plutôt que les valeurs extrêmes.

centraux est fondamental, le ménage peut envisager de louer un appartement ; les locations offrent situation centrale et sécurité de jouissance, mais sont chères et n'autorisent aucun espoir de devenir

un jour propriétaire. La deuxième possibilité est d'opter pour un abri situé dans le centre mais informel, situation que Soliman décrit en ces termes : « Une toute petite chambre ou une terrasse sur un toit dans un environnement de mauvaise qualité, contre un faible loyer, ou pas de loyer du tout, avec un accès aisé à toutes les opportunités de travail, mais sans espoir de sécurité de jouissance. Ces résidents illégaux finiront par se faire expulser vers des camps de squatters ou des logements semi-informels »³⁶.

La troisième et moins onéreuse des solutions consiste à squatter un terrain du domaine public, le plus souvent sur les franges désertiques du Caire, et presque toujours sous le vent de la pollution. Les aspects négatifs incluent ici le coût très élevé des trajets vers le lieu de travail et la négligence des infrastructures par les autorités. « Ainsi, la zone de squatters du quartier d'El Dekhila est habitée depuis quarante ans sans qu'il n'y ait jamais eu aucune action ou intervention publique de la part des autorités locales. » La quatrième solution, sur laquelle se rabatent la plupart des Cairotes pauvres, est d'acheter un terrain à bâtir dans l'un des vastes lotissements semi-informels (souvent sur des terres achetées aux Bédouins ou à des villages de paysans), avec un titre de propriété officiel mais sans permis de construire officiel. Bien qu'éloignés des lieux de travail, ces sites sont sûrs, et, après une mobilisation très importante de la communauté et de longues négociations politiques, ils finissent en général par être dotés des services municipaux de base³⁷.

On pourrait décrire de semblables schémas de choix rationnel pour chaque ville, générant ainsi une immense typologie de droits de jouissance et de types d'habitation spécifiques à chaque lieu. Le tableau 7 en propose une simplification analytique nettoyée des spécificités locales importantes pour faciliter les comparaisons générales. D'autres analystes pourraient donner priorité au statut juridique du logement (*formel/informel*), mais je pense pour ma part que le premier choix de la plupart des nouveaux arrivants se joue autour de la question de savoir si oui ou non ils ont les moyens de se loger à proximité des principaux sites de travail (*centre/périphérie*).

Dans les pays développés, il existe bien sûr une différence archétypale entre les villes américaines en forme de « beignets », avec concentration des pauvres dans les centres-villes et les banlieues intérieures à l'abandon, et les villes européennes en forme de « soupouces », avec

TABLEAU 7. — Typologie des bidonvilles

A. Centre métropolitain	
1. Formels (légaux)	
(a)	appartements
(i)	vieux (« récupérés »)
(ii)	construits pour les pauvres
(b)	logements publics
(c)	hôtels, asiles de nuit, etc.
2. Informels (illégaux)	
(a)	squats
(i)	autorisés
(ii)	non autorisés
(b)	à la rue
B. Périphérie	
1. Formels	
(a)	locations privées
(b)	logements publics
2. Informels	
(a)	subdivisions pirates
(i)	occupées par le propriétaire
(ii)	louées
(b)	squats
(i)	autorisés (services — eau, électricité, etc. — compris)
(ii)	non autorisés
3. Camps de réfugiés	

des populations d'immigrés et de chômeurs rejetés dans des barres de logements à la périphérie des villes. Les pauvres américains, pourrai-on dire, vivent sur Mercure ; les pauvres européens, sur Neptune ou Pluton. Comme l'illustre le tableau 8, les mal-logés du tiers monde occupent toute une variété d'orbites urbaines différents, avec une concentration plus forte dans les bâtiments peu élevés des périphéries. Contrairement à ce qui se passe en Europe, dans le Sud, le logement public pour les pauvres est une exception — on en trouve à Hong Kong, à Singapour ou en Chine — et non la règle. Entre un cinquième et un tiers des pauvres urbains vivent à proximité ou à

l'intérieur du centre-ville, le plus souvent dans de vieux immeubles de location abritant plusieurs familles.

1. La pauvreté en centre-ville

TABLEAU 8. — Répartition centre-ville/périphérie³⁸
(en % de la population pauvre)

	Taudis de centre-ville	Taudis périphériques
Karachi	34	66
Khartoum	17	83
Lusaka	34	66
Mexico	27	73
Bombay	20	80
Rio de Janeiro	23	77

Dans les villes nord-américaines et européennes, il existe une distinction fondamentale entre les « vieux » logements, comme les anciens immeubles de grès de Harlem ou les immeubles géorgiens de Dublin, et les logements construits pour les pauvres, comme les *Mieterkasernen* de Berlin et les tristement célèbres *dumbbells* du Lower East Side, à New York. Bien que rares dans les villes africaines les plus récentes, les vieux logements, dont des bâtisses coloniales et des villas victorienne reconverties, sont assez courants en Amérique latine et dans certaines villes d'Asie. Quelle qu'ait pu être leur splendeur passée, la plupart des *palomares* de Guatemala City, des *avenidas* de Rio, des *conventillos* de Buenos Aires et Santiago, des *quinitas* de Quito et des *cuartierias* du centre historique de La Havane sont aujourd'hui dangereusement vétustes et massivement surpeuplés. L'architecte David Glasser a ainsi visité une ancienne villa pour famille unique de Quito qui abritait désormais 25 familles et 128 résidents mais était dépourvue de tout service communal en état de marche³⁹. Bien qu'en voie de réhabilitation ou de démolition rapide, certains *vecindades* de Mexico sont toujours aussi surpeuplés que La Casa Grande, le fameux immeuble abritant 700 personnes que l'anthropologue Oscar Lewis avait rendu célèbre dans *The Children of Sanchez* (1961)⁴⁰. Leurs

équivalents en Asie sont les bâtisses de *zaminidar* décaties (et aujourd'hui municipalisées) de Calcutta et, à Colombo, les « *slum gardens* » (« jardins taudis ») au nom poétique, qui forment 18 % des logements miséreux de la ville⁴¹. Bien qu'aujourd'hui réduit en taille et en nombre d'habitants par la politique de rénovation urbaine, l'exemple le plus important est probablement le bidonville central de Pékin, la Vieille Ville, fait d'anciens bâtiments Ming et Qing à cours intérieures dépourvus des équipements modernes⁴².

Souvent, à l'exemple des Campos Eliseos de São Paulo naguère à la mode ou de certains quartiers coloniaux de Lima, des quartiers bourgeois entiers sont tombés au rang de bidonvilles. À Alger, dans le célèbre quartier de bord de mer de Bab-el-Oued, ce sont en revanche les autochtones pauvres qui ont remplacé les colons des classes laborieuses. Bien que le schéma mondial dominant soit celui de l'éviction des pauvres des centres-villes, certaines villes du tiers monde reproduisent le type de ségrégation urbaine des États-Unis, avec des classes moyennes postcoloniales qui fuient les centres pour s'installer dans des banlieues encloses et autres « cités périphériques ». C'est depuis longtemps le cas à Kingston, où 250 000 pauvres habitent le quartier central de Downtown, infesté de criminalité mais culturellement dynamique, tandis que les classes moyennes vivent dans le quartier d'Uptown. De même, à mesure que les riches commençaient à abandonner le centre de Montevideo, dans les années 1970 et 1980, au profit des quartiers plus attractifs de la côte Est, les sans-domicile vinent en occuper les logements délabrés et les hôtels à l'abandon. Cette dynamique de succession eut lieu beaucoup plus tôt à Lima, où les classes moyennes et supérieures commencèrent à quitter le centre historique après le grand tremblement de terre de 1940 ; en 1996, cependant, la mise en œuvre d'une politique répressive visant à éliminer la vente à la sauvette était censée inaugurer la *reconquista* gouvernementale de cette zone occupée par les classes laborieuses andines⁴³. Parallèlement, à Johannesburg, bureaux et magasins haut de gamme ont fui le centre pour les banlieues nord majoritairement blanches. Avec son mélange de taudis et de complexes d'appartements pour les classes moyennes, le quartier central des affaires — naguère capitale financière de tout le continent — est devenu un centre de commerce informel et de microentreprises africaines⁴⁴.

L'exemple le plus atypique d'une offre de logements récupérés est sans aucun doute la Cité des morts du Caire, où un million de pauvres utilisent des tombeaux mamelouks comme éléments de logement préfabriqués. Cet immense cimetière, site funéraire de générations de sultans et d'émirs, est une île urbaine close entourée d'autoroutes embouteillées. Ses premiers résidents, au XVIII^e siècle, étaient des gardiens de tombeaux de riches familles caiotes ; ils furent suivis par les travailleurs des carrières puis, à l'époque moderne, par les réfugiés du Sinaï et de Suez lors de la guerre de 1967. « Les envahisseurs, remarque Jeffrey Nedorosck, chercheur à l'université américaine du Caire, ont adapté les tombeaux de manière créative pour satisfaire aux besoins de la vie. Des cénotaphes et des stèles servent ainsi de bureau, de tête de lit, de table ou d'étagère. On tend des fils entre les tombes pour étendre le linge⁴⁵. » Ailleurs au Caire (qui comptait jadis vingt-neuf synagogues), des groupes de squatteurs ont investi des cimetières juifs abandonnés. « Lors d'une visite dans les années 1980, écrit le journaliste Max Rodenbeck, j'ai trouvé un couple avec quatre enfants confortablement installés dans un caveau néopharaonique particulièrement somptueux. Ils avaient descélé le columbarium intérieur, jugeant qu'il ferait des étagères tout à fait pratiques pour accueillir des vêtements, de la vaisselle, et un poste de télévision couleur⁴⁶. »

Dans l'essentiel du tiers monde, cependant, les logements « de récupération » sont moins courants que les immeubles d'appartements et les logements spécifiquement construits pour la location. Dans l'Inde coloniale, le refus acharné de l'Empire britannique de fournir une alimentation en eau et une hygiène minimale aux quartiers urbains indiens alla de pair avec une politique du logement s'appuyant *de facto* sur la rapacité des filtres de propriétaires locaux, qui construisirent les immeubles affreusement surpeuplés, terriblement insalubres mais hautement profitables où vivent encore des millions d'Indiens⁴⁷. À Bombay, le *chawl* typique (75 % du stock de logement formel de la ville) est un logement en location d'une seule pièce de 15 m² où s'entasse une famille de six personnes ; les toilettes sont en général partagées avec six autres familles⁴⁸.

Comme les *chawls* de Bombay, les *calletones* de Lima furent spécifiquement construits pour être loués aux pauvres, souvent par le grand marchand de tauids de la ville, l'Église catholique⁴⁹. Ce sont pour

l'essentiel de misérables logis construits en adobe ou en *quincha* (torchis sur armature de bois) qui se détérioraient rapidement et sont souvent dangereusement instables. Une étude de ces *calletones* a montré que quatre-vingt-cinq personnes y partageaient le même robinet d'eau et quatre-vingt-treize les mêmes toilettes⁵⁰. De même, jusqu'à l'explosion des *favelas* périphériques qui commença au début des années 1980, la plupart des pauvres de São Paulo étaient traditionnellement logés en location dans des chambres d'immeubles de centre-ville appelés « *cortiços* », dont la moitié furent construits spécifiquement dans ce but, l'autre moitié étant formée d'anciens immeubles de la bourgeoisie urbaine récupérés⁵¹.

Les *inquilinos* de bois et de tôle de Buenos Aires furent à l'origine construits pour des immigrants italiens pauvres dans des quartiers de docks comme La Boca et Barracas. Depuis la dernière crise de la dette, cependant, de nombreuses anciennes familles de classe moyenne ont été forcées de quitter leurs appartements privés et s'entassent aujourd'hui dans un logement « *inquilinato* » d'une seule pièce, et partagent cuisine et salle de bain avec cinq autres familles ou plus. Au cours de la dernière décennie de crise, Buenos Aires a également gagné une population estimée à plus de 100 000 squatteurs vivant dans des bâtiments ou usines désaffectés pour le seul District fédéral central⁵².

En Afrique subsaharienne, en revanche, le logement en vieux immeuble de centre-ville est quasiment inexistant. « Dans les anciennes colonies britanniques, souligne le géographe Michael Edwards, les immeubles de logement sont rares parce que les villes n'ont pas de centre historique. Bien que la location ait été une pratique quasiment universelle chez les Africains avant l'indépendance, les locataires habitaient dans des pensions (pour les hommes célibataires) ou dans des maisons de *township* (pour les familles), plutôt que dans des appartements⁵³. » Dans les quartiers les plus anciens d'Accra et de Kumasi, la propriété terrienne coutumière est encore fréquente ; et si la location domine, les liens de clan mettent en général un frein à la pratique des loyers exorbitants si générale à Lagos et Nairobi. De fait, ce type d'ensembles de logements fondés sur les liens du sang, où des pauvres vivent dans de grandes maisons de famille avec des parents plus riches, fait que la plupart des quartiers granéens jouissent d'une plus grande diversité économique que leurs homologues d'autres villes africaines⁵⁴.

Les autres possibilités — formelles et informelles — de logement en centre-ville incluent une ingénieuse gamme d'agrandissements illégaux, d'hôtels borgnes, de squats et de minbidonvilles. À Hong Kong, 250 000 personnes vivent dans des extensions illégales sur des terrasses, ou dans des puits d'aération comblés au centre des bâtiments. Les conditions les plus terribles sont cependant celles que connaissent les « hommes encagés », « expression locale désignant des espaces de couchage pour hommes célibataires, le terme de "cage" dérivant de l'habitude prise par ces hommes de ceindre leur lit d'un grillage de protection contre le vol. Le nombre moyen de résidents dans l'un de ces appartements de vendeur de sommeil est de 38,3 et l'espace de vie moyen par personne de 1,8 m².⁵⁵ » Des variantes des « hôtels borgnes » américains traditionnels sont également courantes dans la plupart des grandes villes d'Asie. À Séoul, par exemple, des exclus des traditionnels peuplements de squatters, mais aussi des chômeurs se sont rabattus en masse sur les cinq mille (chiffre estimé) *Jogang* qui louent des lits à la journée avec un seul cabinet de toilette pour quinze résidents.⁵⁶

Certains résidents miséreux des centres-villes vivent dans les aires. Un habitant de Phnom Penh sur dix vit sur un toit, ainsi que, chiffre incroyable, 1,5 million de Caiotes et 200 000 Alexandrins⁵⁷. Il fait certes plus frais dans cette « deuxième ville » du Caire qu'à l'intérieur des immeubles, mais les habitants des toits sont davantage exposés à la pollution due à la circulation et aux usines de ciment, ainsi qu'à la poussière du désert. Parallèlement, même s'ils demeurent courants en Asie du Sud-Est, les bidonvilles flottants sont en train de disparaître rapidement de Hong Kong, où les bateaux fournissaient naguère 10 % des abris de la colonie de la Couronne, essentiellement pour les Tanka et les Hakka, peuples considérés comme inférieurs par la majorité des Hans.⁵⁸

Enfin, reste la rue elle-même. Los Angeles est la capitale des sans-domicile du premier monde, avec une population de sans-abri estimée à 100 000 personnes, dont un nombre croissant de familles, qui campent dans les rues du centre ou vivent furtivement dans les parcs et entre les échangeurs autoroutiers. La plus grande concentration de sans-domicile du tiers monde se trouve probablement à Bombay, où, selon une étude de 1995, un million de personnes vivent dans la rue⁵⁹. Le stéréotype classique du sans-domicile indien est un paysan

miséreux, récemment arrivé de la campagne, qui survit comme un parasite en mendiant, mais, comme des études menées à Bombay l'ont montré, ils ont en fait presque tous (97 %) au moins un gagne-pain, 70 % d'entre eux vivent en ville depuis au moins six ans, et un tiers a été expulsé d'un taudis ou d'un *chawl*⁶⁰. De fait, de nombreux sans-domicile sont de simples travailleurs — conducteurs de rickshaws, travailleurs du bâtiment, porteurs sur les marchés — que leur emploi oblige à vivre dans le cœur inabordable de la métropole⁶¹.

Vivre dans la rue est cependant rarement gratuit. Comme le souligne Ehard Berner, « même les personnes qui vivent sur les trottoirs en Inde ou aux Philippines doivent régulièrement payer des taxes aux policiers ou aux syndicats⁶² ». À Lagos, des entrepreneurs louent des charrettes, empruntées sur les chantiers, comme ersatz de lits pour les sans-domicile⁶³.

2. L'urbanisation pirate

La majorité de la population urbaine pauvre ne vit plus dans les centres-villes. Depuis 1970, ce sont les communautés de bidonvilles de la périphérie des villes du tiers monde qui ont absorbé la plus forte proportion de la croissance urbaine mondiale. L'extension horizontale a depuis longtemps cessé d'être un phénomène typiquement nord-américain, si tant est qu'elle l'ait jamais été. L'« horizontalisation » des villes pauvres est souvent aussi ahurissante que leur taux de croissance démographique : Khartoum, par exemple, était en 1988 *quante-huit* fois plus vaste en surface construite qu'en 1955⁶⁴. En réalité, les aires suburbaines de nombreuses villes pauvres sont désormais si étendues qu'il serait peut-être utile de repenser la notion même de *périphérie*. À Lusaka, par exemple, les bidonvilles des marges abritent les deux tiers de la population de la ville — ce qui poussa un auteur à écrire que « ces zones sont appelées "périurbaines" mais en réalité c'est la ville elle-même qui est périphérique⁶⁵ ». Le sociologue turc Çağlar Keyder fait une analyse semblable au sujet des *geçekondus* qui entourent Istanbul : « En fait, on n'aurait pas vraiment tort de penser Istanbul comme un conglomérat de quartiers de *geçekondus* de ce type dotés d'une unité organique limitée. À mesure que de nouvelles zones de *geçekondus* viennent s'ajouter — sur les périmètres

extérieurs, inévitablement — de nouveau noués se tissent au réseau de manière sérielle ⁶⁵ »

Dans les villes tentaculaires du tiers monde, la notion de périphérie devient dès lors extrêmement relative et historique : la marge urbaine, les champs, les forêts ou les déserts adjacents d'aujourd'hui peuvent faire partie demain d'un dense noyau urbain. À l'exception de l'Asie orientale, où il existe d'importants parcs de logements étatiques périphériques (à l'exemple des vieilles banlieues industrielles de Pékin : Shijingshan, Fengtai et Changxiandian), le développement périphérique des zones urbaines du tiers monde prend deux formes principales : les camps de squatters et — pour reprendre l'expression colombienne évocatrice — les « *urbanizaciones piratas* ». Les uns comme les autres donnent naissance à des paysages de « bidonvilles » avec d'importantes proportions de logements construits par les habitants eux-mêmes et pauvres en infrastructures. Même si les subdivisions pirates sont souvent étiquetées, à tort, comme des communautés de squatters, il existe des différences fondamentales.

Le squat est, bien sûr, le fait de prendre possession d'un terrain ou d'un lieu sans achat ni titre. Les terrains périphériques « gratuits » ont souvent été présentés comme le secret magique de l'urbanisme du tiers monde — comme une immense subvention non planifiée accordée aux pauvres. Mais le fait de squatter est rarement dénué de coûts directs. Les squatters se voient souvent forcés de payer de coûteux considérables aux hommes politiques, aux gangsters ou à la police pour avoir accès aux sites, et doivent parfois continuer à payer ce genre de « loyers » informels en argent et/ou en voix pendant des années. Il faut par ailleurs ajouter à cela les coûts punitifs liés au fait d'habiter un site éloigné du centre-ville et non desservi par les transports publics. En réalité, une fois intégré l'ensemble des coûts — comme Enhard Berner l'a montré dans son étude sur Manille —, le squat ne s'avère pas toujours meilleur marché que l'achat d'une parcelle de terrain. Son principal avantage réside dans la « possibilité de construction et d'amélioration par apports successifs, qui permet un étagement des coûts [dans le temps] ⁶⁶ ».

La pratique du squat peut parfois entraîner des drames politiques qui font la une des journaux. En Amérique latine, des années 1960 aux années 1980, en Égypte, en Turquie et en Afrique du Sud à différentes

époques, cette pratique a pris la forme d'invasions territoriales, souvent menées avec le soutien de groupes radicaux, ou, plus rarement, de gouvernements nationaux populistes (au Pérou dans les années 1960 ; au Nicaragua dans les années 1980). Dépendant de la bienveillance publique, les squatters ont traditionnellement occupé des terrains publics non utilisés ou les domaines d'un seul grand propriétaire terrien (parfois dédommagé ultérieurement). Le squat se transforme souvent en une longue épreuve de volonté et d'endurance contre l'appareil répressif de l'État. « Il n'est pas rare, écrit une équipe de chercheurs de l'UCLA (Université de Californie à Los Angeles) à propos de Caracas dans les années 1970, d'entendre parler d'un camp de squatters construit pendant la nuit, détruit par la police au matin, reconstruit la nuit suivante, détruit de nouveau, puis reconstruit et ainsi de suite jusqu'à ce que les autorités cessent le combat par lassitude ⁶⁷ ». De la même manière, dans son roman *Beji Kristin ou Cortes de la montagne d'ordures*, l'écrivain turc Latife Tekin explique pourquoi les bidonvilles d'Istanbul sont appelés « *geçekondus* » (« installés dans la nuit ») : les squatters héroïques de la « Colline des fleurs » construisent tous les cabanons de nuit parce que les autorités les démolissent chaque matin. Ce ne sera qu'après un siège homérique de trente-sept jours que le gouvernement finira par céder et par autoriser le nouveau *geçekondü* à prendre racine sur une montagne d'ordures ⁶⁸.

La plupart des communautés de squatters sont cependant le résultat de ce que le sociologue Aséf Bayat, parlant de Téhéran et du Caire, a appelé le « tranquille empiètement de l'ordinaire » : l'infiltration pacifique, à petite échelle, dans des sites marginaux ou interstitiels. Contrairement au « mode brechtien de lutte et de résistance de classe » des pauvres paysans — dont James Scott a parlé dans ses études célèbres —, ces combats des pauvres urbains ne sont pas, selon Bayat, « simplement défensifs mais subrepticement offensifs », dans la mesure où ils visent inlassablement à élargir l'espace de survie et les droits des exclus ⁶⁹. Ce genre d'empiètements, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, s'opère fréquemment à la faveur d'une occasion favorable à l'occupation de terres, par exemple une élection serrée, une catastrophe naturelle, un coup d'État ou une révolution.

La pratique du squat sous toutes ses formes a probablement atteint son apogée en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est au cours des années 1970. Elle se poursuit aujourd'hui *stricto sensu*

essentiellement sur des terrains urbains de faible valeur, souvent dans des lieux dangereux ou extrêmement marginaux, tels que des terrains inondables, des flancs de colline, des marais ou des sites contaminés. Comme le souligne la spécialiste de l'économie urbaine Eileen Shilwaggon, « pour l'essentiel, les squatteurs occupent des terrains sans loyer, des terrains qui ont si peu de valeur que personne ne prend la peine de chercher à posséder ou à faire appliquer un droit de propriété sur eux ⁷¹ ». Ainsi, à Buenos Aires, la plupart des *villas de emergencia* — souvent construites par des immigrants clandestins boliviens ou paraguayens — se trouvent sur les rives puantes des très pollués Rio de la Reconquista et Rio de la Matanza. « L'eau stagnante et les eaux usées non traitées rejetées par les égouts, écrit le géographe David Keeling à la suite de la visite d'une *villa* typique sur le bord du Rio Reconquista, engendraient une puanteur terrible, et la zone entière était infestée de rats, de moustiques, de mouches et autres insectes. » Les *villas* ne sont tolérées que parce que ces sites contaminés sont temporairement sans valeur dans une économie en dépression ⁷². De même, à Caracas, de précaires *ranchos* de squatteurs continuent à grignoter du terrain en remontant des versants escarpés et sujets à glissements de terrain qu'aucun entrepreneur sain d'esprit ne pourrait jamais considérer comme des zones constructibles. Le squat est devenu un pari contre la catastrophe inéluctable.

Mais les terrains périphériques plats, même désertiques, ont une valeur marchande, et, même si elles sont souvent décrites comme des squats, la plupart des implantations de résidents à faibles revenus sur les marges urbaines s'effectuent en réalité aujourd'hui dans le cadre d'un marché foncier invisible ⁷³. Cette « urbanisation pirate » a été étudiée en détail pour la première fois par Rakesh Mohan et son équipe de chercheurs de la Banque mondiale à Bogota à la fin des années 1970 :

« [...] ces subdivisions d'implantations *piratas* n'étaient pas le résultat d'invasions territoriales : les terres ont en fait changé de propriétaires à l'issue de transactions légales. C'est en général la subdivision elle-même qui est illégale. Mais ces implantations doivent être vues comme parallèles plutôt que comme illégales. Exclues du marché du logement formel, des familles aux revenus faibles à moyens achètent des parcelles à des entrepreneurs qui acquièrent des étendues de terres non viabilisées et les

subdivisent sans se conformer ni aux lois de zonage, ni aux règlements de subdivision, ni aux normes de fourniture de services. Les parcelles vendues n'offrent en général que le strict minimum en matière de services, et rarement plus que quelques rues et quelques points d'eau. Dans le processus classique, cette infrastructure rudimentaire est ensuite améliorée par apports successifs après que la première implantation a eu lieu ⁷⁴. »

L'urbanisation pirate constitue *de facto* une privatisation du squat. Dans une importante étude effectuée en 1990, les experts en logement Paul Baross et Jan van der Linden caractérisaient les implantations sauvages ou « subdivisions résidentielles commerciales au-dessous des normes » comme la nouvelle norme en matière de logement des pauvres. Contrairement aux vrais squatteurs, les habitants d'une subdivision pirate ont obtenu un titre de propriété, légal ou de fait, sur leur parcelle. Dans le cas d'un titre légal, le subdiviseur est en général un spéculateur, un latifundiste ou un grand fermier, une commune rurale (un *ejido* mexicain, par exemple) ou une entité coutumière (comme une tribu de Bédouins ou un conseil de village). Les propriétaires terriens — comme dans l'exemple d'un *asentamiento* de la banlieue de Buenos Aires analysé par David Keeling — peuvent même encourager, non sans ruse, les résidents à organiser eux-mêmes une invasion dans l'espoir que l'État soit finalement forcé de leur offrir des indemnités et de prendre en charge le développement des infrastructures ⁷⁵.

Dans le cas d'un droit de propriété obtenu de fait, la terre est en général propriété de l'État, mais les résidents ont acheté une garantie de jouissance auprès de puissants hommes politiques, chefs tribaux ou cartels criminels (comme les triades, qui sont les plus grands agents immobiliers informels de Hong Kong ⁷⁶). Les *dalals* de Karachi en sont un autre exemple illustre, qu'Akhtar Hameed Khan, fondateur du célèbre Orangi Pilot Project, décrit comme « des entrepreneurs privés qui ont appris l'art de manipuler nos hommes politiques et nos bureaucrates cupides et de collaborer avec eux. Forts de leur parainage oratéux, les *dalals* prennent possession de terrains [publics], achètent des assurances contre l'expulsion et obtiennent l'installation d'un réseau de distribution d'eau et de transport ⁷⁷ ». Les *dalals* (ce mot signifie à la fois « maquereau » et « intermédiaire ») règnent sur les

katchi abadis — les subdivisions pirates comme Orangi — qui abritent près de la moitié de la population de Karachi ⁷⁹.

Bien que les maisons réelles soient presque toujours formellement non autorisées par le gouvernement local, les subdivisions pirates, contrairement à de nombreux camps de squatteurs, sont souvent morcelées en parcelles uniformes avec des plans de rues conventionnels ; les services sont cependant rudimentaires ou inexistant, et le prix de vente est fondé sur la capacité des résidents à obtenir eux-mêmes, par la négociation ou la fraude, leurs propres aménagements d'infrastructure. « En bref, écrivent Baross et van der Linden, les traits génériques des "subdivisions résidentielles commerciales au-dessous des normes" sont les suivantes : plans dessinés, faible niveau de service, situation périphérique, grande sécurité de jouissance, non-conformité avec les plans de développement urbain, et construction personnelle du logement ⁷⁹. » Avec des différences mineures liées aux spécificités de chaque cas, cette définition s'applique aux implantations périphériques de Mexico, Bogotá, São Paulo, Le Caire, Tunis, Hararé, Karachi, Manille et de centaines d'autres villes — Y compris, dans le bloc de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les *clandestinos* de la périphérie de Lisbonne et de Naples ainsi que les récentes *colonias* qui ont vu le jour autour d'El Paso et de Palm Springs.

La commercialisation de zones périphériques pour l'implantation de bidonvilles est une pratique qui existe dans certains pays depuis des décennies. « Au milieu des années 1960, explique l'urbaniste Ayse Yonder, le squat au sens traditionnel du terme avait disparu à Istanbul. Les résidents devaient payer à des hommes forts locaux le droit d'occuper même des terrains publics. Au milieu des années 1970, des entrepreneurs dotés de connexions souterraines commencèrent à contrôler les terrains publics dans certains quartiers d'Istanbul, vendant des terrains et monopolisant toute l'activité de construction ⁸⁰. » À Nairobi — aujourd'hui ville de pauvres locataires forcés de payer des loyers exorbitants — la commercialisation de grande ampleur commença dans les années 1970, quand de riches personnalités extérieures découvrirent que le squat créait de nouveaux marchés fonciers assortis d'immenses effets d'aubaine dus à la légalisation. Les propriétaires terriens (qui étaient souvent les successeurs des propriétaires asiatiques originels) commencèrent à bricoler des morcellements

sauvages. D'après le chercheur spécialiste de la pauvreté Phillip Amis, « ils envahissent littéralement leurs propres terres, construisent des logements selon leurs propres plans et sans autorisation [...] et le risque s'avère grassement profitable. Aucun ordre de démolition ne fut jamais délivré, et les retours sur investissement furent très élevés ⁸¹. ».

3. Les locataires invisibles

De manière générale, la littérature, scientifique aussi bien que populaire, sur le logement informel a tendance à romancer le rôle des squatteurs et à négliger les locataires. Comme des chercheurs de la Banque mondiale l'ont récemment reconnu, « remarquablement peu de recherches ont été effectuées sur les marchés locatifs pour clients à faibles revenus ⁸². » La relation propriétaire-locataire est en réalité une relation sociale fondamentale et conflictuelle dans la vie des bidonvilles partout sur la planète. Elle constitue pour les pauvres la principale manière dont ils peuvent monétiser leur bien (formel ou informel), mais souvent dans une relation d'exploitation de gens encore plus pauvres qu'eux. La transformation du logement informel en un bien négociable sur le marché a entraîné la croissance rapide de sous-secteurs de location distincts : remplissage des espaces vides dans les bidonvilles les plus anciens, ou construction de logements pour plusieurs familles dans des subdivisions pirates. Certes, la plupart des pauvres urbains d'Afrique de l'Ouest ont toujours loué à des propriétaires, de même que la majorité des résidents de Dacca et de quelques autres villes d'Asie (à Bangkok, deux squatteurs sur trois sont en fait locataires du terrain sur lequel ils construisent leur cabane) ⁸³. La location est devenue beaucoup plus courante qu'on ne le reconnaît d'ordinaire dans les périphéries des villes d'Amérique latine, du Moyen-Orient ou d'Afrique du Sud. Au Caire, par exemple, les plus avantageés des pauvres achètent à des fermiers des terrains piratés, tandis que les moins avantageés squattent sur des terrains municipaux ; les plus pauvres des pauvres, cependant, louent auprès des squatteurs ⁸⁴. De même, comme l'a observé le géographe de la ville Alan Gilbert au sujet de l'Amérique latine en 1993, la « grande majorité des nouveaux logements locatifs se situent dans les périphéries autonomes consolidées plutôt que dans les centres-villes ⁸⁵. ».

Mexico constitue un exemple important à cet égard. En dépit d'une loi modèle sur les *colonias proletarias* visant à interdire la propriété sans occupation des lieux, le « braconnage » et la spéculation sur les logements pour résidents à faibles revenus, le gouvernement de Lopez Portillo (1976-1982) autorisa les habitants des bidonvilles à vendre leurs propriétés aux prix du marché. L'un des résultats de cette réforme fut l'embourgeoisement des classes moyennes de certaines *colonias* naguère pauvres mais bien situées ; un autre fut la prolifération de la petite propriété. Comme le découvrit la sociologue Susan Eckstein lorsqu'elle retourna en 1987 dans la *colonia* qu'elle avait étudiée quinze ans auparavant, quelque 25 % à 50 % des squatters originels avaient construit de petites *vecindades* pour deux à quinze familles qu'ils louaient désormais à de nouveaux arrivants pauvres. « Il existe, fondamentalement, un marché du logement à deux vitesses, écrite-elle, qui est le reflet des différences socioéconomiques entre les *colonos*. » Elle constata également « un nivellement socioéconomique de la population "par le bas" depuis [son premier séjour [...]]. La strate des locataires les plus pauvres a augmenté en nombre ». Si les résidents les plus anciens avaient prospéré en devenant propriétaires, les nouveaux locataires avaient beaucoup moins d'espoirs de s'élever dans l'échelle socioéconomique que ceux de la génération précédente, et la *colonia* tout entière avait cessé d'être un « bidonville de l'espoir »⁸⁷.

Les locataires, de fait, sont souvent les plus invisibles et les plus impuissants des habitants des bidonvilles. En cas de restructuration ou d'expulsion, ils sont souvent inéligibles à toute procédure d'indemnisation ou de relogement. Par ailleurs, contrairement aux habitants des taudis de Berlin ou New York au début du *xx^e* siècle, qui jouissaient entre eux d'une forte solidarité contre leurs marchands de sommeil, les locataires de taudis d'aujourd'hui n'ont très souvent pas le pouvoir de monter des associations de locataires ou d'organiser des grèves du loyer. Comme deux grands spécialistes du logement l'ont remarqué, « les locataires sont disséminés dans des implantations irrégulières avec une vaste gamme d'arrangements locatifs informels différents, et ils sont souvent incapables de s'organiser en un groupe de pression grâce auquel ils pourraient se protéger eux-mêmes »⁸⁸.

Les grands bidonvilles périphériques, notamment en Afrique, sont souvent des patchworks complexes de réseaux familiaux, de systèmes d'usufruit et de relations de location. Diana Lee-Smith, l'une des

fondatrices du Mazingira Institute de Nairobi, a effectué une étude approfondie de Korogocho, immense bidonville situé en bordure orientale de la ville. Korogocho comprend sept villages offrant de nombreux exemples de modes de logement et de location différents. Grogan, le village le plus miséreux, est constitué de cabanes en carton d'une seule pièce, et essentiellement habité par des familles de mères célibataires expulsées d'un bidonville plus ancien proche du centre-ville. Avec ses allures de village de casernes, Githaa, en revanche, « est un village entièrement spéculatif, construit par des entrepreneurs dans un but locatif », bien que les terrains soient de propriété publique. Dandora est un programme de lotissement avec services où un propriétaire sur deux est aujourd'hui un locateur n'occupant pas les lieux. Lee-Smith souligne que la petite propriété et la petite sous-location constituent d'importantes stratégies d'enrichissement pour les pauvres, et que les propriétaires d'un logis deviennent rapidement exploitateurs d'encore plus pauvres qu'eux. Malgré l'image héroïque tenace du squatter autoconstructeur et propriétaire-occupant, la réalité de Korogocho et d'autres bidonvilles de Nairobi est l'irrésistible développement de la location et de la petite exploitation⁸⁹.

Après être passé du statut de banlieue à celui de ville satellite de près de deux millions d'habitants, Soweto présente de même un large spectre de statuts d'habitation. Les deux tiers de ses résidents vivent soit dans des logements privés du secteur formel (la classe moyenne des cadres et professions libérales) soit, plus souvent, dans des logements municipaux (les classes laborieuses traditionnelles) ; les résidents de ces derniers ont construit dans leurs arrière-cours des cabanons illégaux qu'ils louent à des familles plus jeunes ou à des célibataires. Les individus encore plus pauvres, dont les migrants ruraux, se logent dans des pensions ou squattent à la périphérie de Soweto. Alexandra, l'autre célèbre bidonville de Johannesburg au plus fort de l'ère de l'apartheid, est plus miséreux et possède moins de logements relevant du secteur formel. La plupart de ses habitants sont squatteurs, locataires, ou logent dans des pensions⁹⁰.

Comme on peut s'y attendre, cette diversité des droits de propriété et des statuts d'habitation dans les grands bidonvilles d'Afrique et d'Amérique latine génère des perceptions d'intérêt très différentes. Comme le souligne le géographe Peter Ward au sujet de Mexico, « la

perspective idéologique de chaque individu a des chances d'être façonnée par son statut d'habitation » :

« L'hétérogénéité des implantations irrégulières [...] sape toute possibilité de réponse collective en divisant les implantations sur la base du mode d'acquisition du terrain, de l'"étape" atteinte par l'habitation dans son processus de consolidation, des priorités des résidents en matière de services, des structures de direction de la communauté, des classes sociales, et, surtout, du statut d'habitation (en propriété *versus* en partage *versus* en location). Ces différents statuts multiplient encore davantage les catégories dans lesquelles les gens peuvent se classer [...]. Les locataires, les squatters harcelés, les résidents délogés du centre-ville ont des chances d'être plus radicaux et plus disposés à manifester contre le gouvernement que ceux qui, dans les faits, ont été achetés par le gouvernement à travers les politiques du logement successives⁹⁰. »

4. La marge des parias

Plus l'analyse s'éloigne du centre des villes du tiers monde, plus le brouillard épistémologique dans lequel elle avance est dense. Comme le souligne l'historienne Ellen Brennan, « la plupart des villes (*du tiers monde*) manquent de données fiables et récentes sur les schémas de conversion des terrains, sur le nombre d'unités de logement (informelles et formelles) construites au cours de l'année précédente, sur les schémas d'aménagement d'infrastructures, les schémas de subdivision, etc.⁹¹. » Et les gouvernements en savent encore moins sur les marges périurbaines, ces limbes étranges où villes ruralisées et campagnes urbanisées se confondent⁹².

La marge urbaine est cette zone d'impact social où les forces centrifuges de la ville entrent en collision avec l'implosion de la campagne. Ainsi, le chercheur Mohamadou Abdoul considère Pikine, l'immense banlieue poussiéreuse de Dakar, comme le produit de la convergence de « deux afflux démographiques de grande ampleur au début des années 1970 : l'arrivée de populations expulsées — souvent par l'armée — des quartiers populaires et des bidonvilles de Dakar, et l'arrivée de gens puis dans le grand mouvement d'exode rural⁹³. » De même, les deux millions de pauvres qui vivent dans les bidonvilles en

rapide expansion de la périphérie de Bangalore comprennent à la fois des exclus des taudis du centre-ville et des paysans forcés de quitter leurs terres. Sur les bordures de Mexico, de Buenos Aires et d'autres villes d'Amérique latine, il n'est pas rare que des bidonvilles de nouveaux migrants ruraux jouxtent des banlieues encloses de salariés des classes moyennes qui ont fui la criminalité et l'insécurité du centre⁹⁴.

Il existe également un flot migratoire d'industries polluantes, toxiques et souvent illégales en quête de l'obscurité permissive qu'offre la périphérie. Le géographe Hans Schenk remarque que les franges urbaines d'Asie sont des espaces de non-droit, de véritables jungles où « Darwin l'emporte sur Keynes » et où les activités des entrepreneurs pirates et des politiciens corrompus sont peu entravées par la loi ou le contrôle public. La plupart des petits ateliers clandestins de prêt-à-porter de Pékin se cachent ainsi dans un archipel de bidonvilles et de villages encore partiellement agricoles sur la bordure est de la ville. Les franges urbaines de Bangalore sont de même le lieu où les entrepreneurs peuvent, avec le plus de profit, se fournir en main-d'œuvre bon marché avec un contrôle minimal de l'État⁹⁵. Des millions de travailleurs temporaires et de paysans désespérés gravitent également sur les bords des capitales mondiales de la superexploitation que sont, par exemple, Surat et Shenzhen. Les individus de cette classe de main-d'œuvre nomade n'ont de point d'ancrage ni en ville ni à la campagne et passent souvent leur vie dans une sorte de mouvement brownien désespéré entre les deux. En Amérique latine, en revanche, c'est une logique inverse qui opère : les demandeurs de main-d'œuvre emploient de plus en plus d'habitants des bidonvilles urbains pour des travaux saisonniers ou temporaires à la campagne⁹⁶.

Mais la fonction principale de la marge urbaine du tiers monde demeure celle de décharge humaine. Dans certains cas, les déchets urbains et les immigrés indésirables finissent ensemble, dans ces infâmes « bidonvilles de décharge » que sont, par exemple, les bien nommés Quaranquina en bordure de Beyrouth, Hillat Kusha en bordure de Khartoum, Santa Cruz Meyehualco à Mexico, l'ancienne Montagne fumante de Manille ou l'immense décharge-bidonville de Dhapa en lisière de Calcutta. Tout aussi répandus sont les misérables camps temporaires et autres lotissements bruts gouvernementaux où l'on entasse les populations expulsées lors des guerres que les

municipalités mènent contre les taudis. À la périphérie de Penang et de Kuala Lumpur, par exemple, les expulsés des taudis sont parqués dans des camps de transit minimalistes. Comme l'expliquent des militants du droit au logement :

« L'appellation "longue maison" ("*rumah panjang*", en malais bahasa) évoque les images confortables d'une certaine forme de logement traditionnel malais du passé, mais la réalité de ces camps de transit est toute différente. Ces longues maisons sont de sordides enfilades de cabanons aux fines parois de contreplaqué floquées à l'amiante, latéralement miloyens les uns des autres et alignés de part et d'autre d'allées sans revêtement ni arbres, avec des points de services très clairsemés, lorsqu'ils existent. Et ces longues maisons se sont révélées n'avoir rien de temporaire pour finir. De nombreux expulsés y vivent encore, vingt ans plus tard, et attendent toujours que le gouvernement tienne ses promesses de construction de logements pour les personnes à faibles revenus ⁹⁷... »

L'anthropologue Monique Skidmore a risqué la prison pour avoir visité quelques-uns des sordides lotissements périurbains — appelés « New Fields » — de Rangoon, où la dictature militaire a relégué de force des centaines de milliers d'urbains dont les anciens taudis génaient la reconstruction du centre-ville façon parc à thème pour touristes. « Les résidents parlent de la tristesse et de la douleur engendrées par la perte de leur ancien quartier [...] la plupart des maisons sont entourées de boutiques d'alcool, de tas d'ordures, d'eau stagnante et de boues alimentées par les rejets d'eaux usées. » Mais la situation est encore pire dans les bidonvilles périphériques de Mandalay. Là, explique Skidmore, « les résidents doivent marcher jusqu'aux contreforts des montagnes Shan en quête de bois de chauffage, et l'on ne trouve aucune zone industrielle, aucune usine, ni aucun atelier clandestin pour sous-employer les travailleurs comme il en existe dans certains des *townships* déplacés de Rangoon ⁹⁸ ».

Les réfugiés internationaux et les personnes intérieurement déplacées (PID) sont souvent encore plus durement traités que les expulsés des villes — et certains des immenses camps de réfugiés du tiers monde se sont transformés en véritables villes périphériques à part entière. Ainsi, Gaza — que d'aucuns considéraient comme le plus grand bidonville de la planète — est fondamentalement une

agglomération urbanisée de camps de réfugiés (750 000 réfugiés) où les deux tiers de la population vivent avec moins de deux dollars par jour ⁹⁹. Situé juste à l'intérieur de la frontière kényane, Dadaab abrite 250 000 Somaliens, tout comme Goma, au Zaïre, qui fut au milieu des années 1990 un refuge sordide pour 700 000 Rwandais (chiffre estimé), dont beaucoup moururent du choléra à cause des conditions d'hygiène lamentables. La périphérie désertique de Khartoum compte quatre gigantesques camps (Mayo Farms, Jébel Aulia, Dar-es-Salam et Mad al-Bashir) où s'entassent 400 000 victimes de la sécheresse, de la famine et de la guerre civile. Un million et demi d'autres PID — originaires du Sud pour la plupart — vivent dans des dizaines de grands camps de squatteurs en bordure de la métropole soudanaise ¹⁰⁰.

De même, des centaines de milliers de victimes de la guerre et de réfugiés de retour d'Iran et du Pakistan squattent sans eau ni hygiène dans des dizaines de bidonvilles s'étirant à flanc de montagne au-dessus de Kaboul. « Dans le district de Karre Ariana, pouvait-on lire en août 2002 dans le *Washington Post*, des centaines de familles ayant fui les combats entre les talibans et la résistance qui faisaient rage dans la région rurale du nord de l'Afghanistan s'entassent aujourd'hui dans un dédale de bidonvilles verticaux sans cuisines ni toilettes, dormant à quinze ou vingt dans une même hutte. » Cela fait des années qu'il n'a pas beaucoup plu et de nombreux puits se sont taris ; les enfants de ces bidonvilles souffrent continuellement de maux de gorge et de diverses maladies dues à l'eau contaminée. L'espérance de vie y est l'une des plus faibles au monde ¹⁰¹.

Deux des plus importantes populations de PID de la planète se trouvent en Angola et en Colombie. L'Angola s'est vu urbanisé de force par plus d'un quart de siècle (de 1975 à 2002) d'une guerre civile — attisée par les machinations de Pretoria et Washington — qui aura déplacé 30 % de la population. De nombreux réfugiés ne regagneront jamais leurs anciennes maisons dans les campagnes dangereuses et dévastées, et squatteront dans les sordides *musseques* (bidonvilles) qui gravitent autour de Luanda, Lobito, Cabinda et quelques autres villes. Conséquence : l'Angola, qui n'était urbain qu'à hauteur de 14 % en 1970, est aujourd'hui une nation majoritairement urbaine. La plupart des habitants des villes y sont à la fois terriblement pauvres et totalement délaissés par l'État, dont on estimait en 1998 qu'il ne consacrait que 1 % de son budget à l'éducation et au bien-être public ¹⁰².

Les interminables guerres civiles colombiennes ont pareillement ajouté plus de 400 000 PID à la ceinture de pauvreté urbaine de Bogota, qui inclut les gigantesques implantations informelles de Sumapaz, Ciudad Bolívar, Usme et Soacha. « Les plus déplacés, expliquent les responsables d'une ONG (organisation non gouvernementale) humanitaire, sont les exclus sociaux privés de toute forme légale de vie et de travail. Aujourd'hui [en 2002] 653 800 habitants de Bogota n'ont pas de travail en ville, et, plus révoltant encore, la moitié d'entre eux a moins de vingt-neuf ans. » Inadaptés à la vie urbaine et souvent sans aucun accès à l'éducation, ces jeunes paysans et leurs enfants constituent des recrues idéales pour les gangs et les milices paramilitaires. Les hommes d'affaires locaux dont les entreprises ont été vandalisées par ces jeunes délinquants montent à leur tour des *grupos de limpieza* liés aux escadrons de la mort d'extrême droite, qui se débarrassent de leurs cadavres d'enfants assassinés à la périphérie de la ville.¹⁰³

Le même cauchemar se joue sur les franges de Cali, où l'anthropologue Michael Tausig convoque *L'Enfer* de Dante pour décrire la lutte pour la survie dans deux bidonvilles périphériques « effroyablement dangereux ». Navarre est une « montagne d'ordures » tristement célèbre où des femmes et des enfants affamés glanent de quoi manger tandis que de jeunes bandits (*mallo de mallo*) sont, au choix, recrutés ou exterminés par les milices paramilitaires d'extrême droite locales. L'autre implantation, Carlos Alfredo Diaz, regorge de « gamins couurant partout armés de grenades et de fusils artisanaux ». « Je comprends alors, écrit Tausig, que tout comme les gérilleros ont leur base la plus importante dans les immenses forêts du Caqueta, au fin fond de nulle part en bordure du bassin de l'Amazonie, le monde criminel de la jeunesse tombée dans la folie a, lui aussi, son temple sacré, là, sous mes yeux, en bordure de ville, où les bidonvilles rencontrent les champs de canne à sucre, à Carlos Alfredo Diaz.¹⁰⁴ »

3

La trahison de l'État

« Si le capitalisme sauvage offre un visage largement inacceptable, un État corrompu agissant pour le compte des riches est une chose encore pire. Dans ces circonstances, les efforts pour améliorer la situation sont presque toujours vains. »

Alan GILBERT et Peter WARD.¹

« Il est tout à fait étonnant de constater, se plaignaient récemment deux géographes, qu'aucun auteur n'ait produit de synthèse sur la géographie changeante des implantations des pauvres dans aucune ville du tiers monde durant toute la période d'après-guerre². » Et, bien sûr, personne n'a non plus tenté de proposer une synthèse historique moderne sur la structure globale des zones de logement informel. Si la multiplicité des histoires nationales et des particularités urbaines locales fait effectivement d'un tel projet une entreprise titanique, il est cependant possible de proposer une périodisation grossière qui mette en lumière les tendances et moments clés principaux de l'urbanisation de la pauvreté mondiale.

Mais avant d'aborder les raisons de la croissance si rapide des villes du tiers monde et de leurs bidonvilles au cours de la seconde moitié du